

Bonjour à toutes et à tous ,

La Ligue des Droits de l'Homme réaffirme son soutien à la Global Sumund Flotilla , initiative citoyenne et pacifique qui vise à acheminer une aide humanitaire vers Gaza et à briser le blocus. Cette action, portée par des organisations engagées pour la justice et la dignité humaine, ne peut être criminalisée.

La LDH condamne avec la plus grande fermeté les attaques et le harcèlement par drones dont la flottille a été victime. Ces actes constituent une violation grave du droit maritime et mettent en danger des vies civiles. Ils sont inacceptables et doivent cesser immédiatement.

La France et l'Union européenne ne peuvent rester spectatrices .Elles ont la responsabilité d'agir pour garantir la liberté de navigation et la sécurité des personnes engagées dans la flottille pour ouvrir un corridor humanitaire. La LDH appelle les dirigeants français et européens à s'inscrire dans la démarche initiée par l'Espagne et l'Italie, qui ont pris position pour la protection de la flottille dans les eaux internationales.

L'union européenne doit parler d'une seule voix et défendre les principes qu'elle proclame : respect du droit , protection des civiles , engagement pour la paix.

Le Global Sumund Flotilla a été illégalement intercepté par Israël. Nous dénonçons avec la Fédération Internationale des Droits de l'Homme le kidnapping des activistes dont deux vice-présidents de la FIDH font partie avec d'autres activistes qui sont tout aussi importants. Nous demandons leur libération immédiate.

L'arrasonnement de la flottille humanitaire par Israël alors qu'elle était en route pour briser le blocus de Gaza est un nouveau scandale que nous dénonçons fortement. Emmanuel Macron doit intervenir pour protéger tous les équipages.

Le mercredi soir la flotte israélienne qui encerclait depuis plusieurs jours la Global Sumund Flotilla a commencé à intercepter les navires après plusieurs manœuvres d'intimidation. Vingt bateaux ont été arrêtés à l'heure où nous écrivions ces lignes. Une répression totalement illégale, qui vise à stopper une opération humanitaire d'une ampleur historique. Alors que des militants de la Flottille vont désormais être emprisonnés, des mobilisations spontanées ont eu lieu en réponse dans plusieurs pays.

C'est en Italie qu'elles ont été les plus importantes, dans la lignée des appels de dockers de Gêne et de la journée de grève nationale du 22 septembre. Les dockers, respectant leur promesse de « tout bloquer s'ils arrêtent la flottille », ont appelé à la grève générale vendredi 3 octobre. Dès l'interception, des milliers de personnes sont parties à Florence et à Rome ; plus de 10 000 personnes ont occupé la gare de Milano Cardona à Milan ; à Naples également a envahi les voies ferroviaires .Des rassemblements ont aussi eu lieu à Gênes, Turin , Pise ou Bologne.

D'autres mobilisations spontanées se sont tenues dans les capitales européennes. En Grèce, où les dockers du Pirée s'étaient déjà illustrés par leurs actions contre les cargaisons destinées à Israël, des milliers de travailleurs ont manifesté à Athènes ; A Berlin, 100 000 personnes ont défilé dans les rues samedi 27 septembre la foule a occupé la gare centrale. A Bruxelles une manifestation a rejoint

le ministère des affaires étrangères, A Stockholm, des militants ont bloqué le ministère des affaires étrangères suédois. En Turquie, des rassemblements ont également eu lieu, notamment à Istanbul.

La solidarité avec la Flottille et le peuple palestinien s'est étendue de l'autre côté de l'Atlantique. En Argentine, des manifestations ont eu lieu après l'interception à Buenos Aires, La Plata

, Cordoba, Rosario, Neuquén, Tucumán et Rio Gallegos. En Uruguay, un rassemblement s'est tenu à Montevideo. A Mexico City, des milliers de personnes ont manifesté puis se sont réunies devant le ministère des Affaires Etrangères.

Des suites de ce mouvement de solidarité sont d'ores et déjà prévues ce jeudi 2 octobre.

Des rassemblements sont ainsi appelés à Barcelone, Mexico city ou Berlin. En France, où des rassemblements sont appelés un peu partout à 18H30, notamment Place de la République à Paris, la journée de grève interprofessionnelle doit s'emparer de ces revendications : liberté immédiate pour tous les militants interceptés ! Plus largement, le mouvement ouvrier doit s'inspirer du mouvement italien et revendiquer la lutte contre le génocide du peuple palestinien en plus de celle contre le gouvernement, complice de ce dernier.

C'est d'une seule voix que doit se faire entendre les principes proclamés de respect du Droit, protection des civiles et l'engagement pour la Paix.

Merci pour votre écoute.

Brigitte Suzeau

Présidente section LDH AUXERRE